



Le fructueux business des faux autochtones canadiens



Dans le but d'exploiter les droits des Amérindiens, des milliers de Blancs canadiens n'hésitent pas à se prétendre à tort membres des Premières Nations, en particulier au Québec, où le phénomène prend des proportions inquiétantes. Démunis devant cette nouvelle forme d'appropriation culturelle dévastatrice, les autochtones de la Belle Province expriment leur ras-le-bol.

Par Ismaël Houdassine
Illustration d'Alain Fretet







ALLER 'PIGER' DANS LES POCHEs DE QUELQU'UN D'AUTRE, lui subtiliser son identité, c'est dégueulasse et immoral", lâche d'un seul souffle Éric Pouliot-Thisdale. On le rencontre en plein mois de mars, avenue de Gaspé, au cœur d'un Montréal confiné par une troisième vague de la pandémie. Tout autour, la neige n'a pas encore fondu. Les beaux jours viendront bientôt. Et, pendant le long hiver, le généalogiste d'origine mohawk et innue (communautés autochtones du Québec) a travaillé fort pour débusquer des voleurs d'un nouveau genre. Des usurpateurs qui subtilisent l'identité autochtone, une forme d'appropriation culturelle grandissante au pays de l'érable.

Depuis bientôt une dizaine d'années, Pouliot-Thisdale traque ces faux autochtones (amérindiens). Dans son apparte-

ment montréalais ou au centre des archives nationales, il remonte le temps, dépoussiérant les registres paroissiaux de la province jusqu'à l'époque de la Nouvelle-France. Son travail de moine l'a mené à révéler au grand jour les arbres généalogiques de plusieurs de ces fabulateurs, parfois des personnalités publiques, qui ont sciemment menti sur leurs origines. "Certaines personnes sont fascinées par le fait d'être autochtone, mais la plupart veulent bénéficier d'emplois ou de subventions réservés aux membres des Premières Nations. Et ce phénomène ne cesse de prendre de l'ampleur", souligne le généalogiste.

Le quarantenaire épluche donc avis de décès, baptistères et documents anciens, très anciens. Avec une bonne dose de patience, il arrive parfois à dénicher ce qu'il cherche. Ainsi, a-t-

il réussi, en 2019, à médiatiser plusieurs dossiers, comme celui de cette conseillère municipale qui prétendait avoir des racines micmacs (communauté autochtone de l'est du Québec). Présentée comme la première élue autochtone de l'histoire de Montréal, on lui avait confié le portefeuille de la réconciliation avec les Premières Nations. Mais son château de cartes s'est effondré lorsqu'il a été révélé que son plus proche lien autochtone remontait au XVII^e siècle, c'est-à-dire une éternité. Pouliot-Thisdale est arrivé à la même conclusion pour une ex-chargée de cours à la prestigieuse Université du Québec à Montréal (UQAM). Cette jeune militante multipliait les responsabilités : conseillère à la vie étudiante autochtone, analyste juridique auprès d'un organisme autochtone, bénéficiaire d'une bourse offerte exclusivement aux étudiants autochtones

© GETTY



TRADITION
Dans le parc national
des Lacs Waterton,
des Blackfoots
habillés pour
un powwow.

et *tutti quanti*. Le hic? Elle n'était pas membre de la communauté attikamek, comme elle le prétendait. *"Il fallait remonter jusqu'à la 12^e génération pour lui trouver une aïeule autochtone, une femme née en 1646 qui est l'ancêtre de... 300 000 Québécois!", déclare le généalogiste.*

Mais la polémique la plus retentissante reste celle de Michelle Latimer, une réalisatrice très en vue dans le milieu du cinéma canadien, qui se targuait d'appartenir au clan anichinabé, originaire de Kitigan Zibi, une communauté autochtone de l'ouest du Québec. Latimer a réalisé des films, des documentaires et des productions, en piochant son inspiration dans la culture des Premières Nations. Alors qu'elle bouclait la prochaine saison de sa populaire série, *Trickster* - annulée depuis -, la réalité brute lui a éclaté en plein visage. Une enquête fouillée de la CBC,

la télévision publique canadienne, a remis sérieusement en doute ses origines autochtones. Les journalistes ont en effet découvert que son aïeul serait plutôt un "pure laine", c'est-à-dire un francophone 100 % blanc. Bien que la principale intéressée se soit confondue en excuses, le mal était fait. Ces révélations ont causé un choc au sein de plusieurs communautés autochtones du pays. *"C'est du n'importe quoi. Le milieu artistique se contente des fausses apparences sans contrôle, alors ça fait l'affaire des fraudeurs. Mais quand ça éclate, ça éclabousse tout le monde, nous y compris",* déplore le rappeur Quentin Condo alias Q-052. Connu pour ne pas avoir sa langue dans la poche, le Micmac né dans la réserve de Gesgapegiag, au sud de la péninsule gaspésienne, accuse l'industrie culturelle de ne pas

faire les vérifications nécessaires. *"Il y a des artisans, des techniciens, des comédiens [dont plusieurs étaient membres des Premières Nations] qui ont perdu leur emploi à cause des mensonges de madame Latimer."*

ULCÉRÉ PAR LE LAXISME du milieu, mais révolté par l'impunité à laquelle font preuve ces "voyous", le rappeur engagé se demande comment des individus peuvent se faire passer pour un autochtone pendant dix, quinze, vingt ans, sans jamais être démasqués. *"On nous a dérobé nos terres, on a tenté de nous acculturer et de nous éliminer de la surface de cette planète, maintenant voilà qu'on s'attaque à notre identité."*

"Ces gens ne nous respectent pas", se désole pour sa part Adrienne Jérôme, la cheffe du Conseil de la nation anishnabe de Lac-Simon, dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue. *"Ils s'enrichissent à nos dépens. Ils prennent la place de personnes à qui ces programmes sont destinés. C'est tellement égoïste."* La cheffe est fatiguée de déchirer sa chemise à chaque controverse. Elle veut plus que des discours. Accompagnée d'autres représentants autochtones, elle vient tout juste de soumettre au gouvernement la mise sur pied d'une législation - ou d'un label - afin de protéger l'identité des Premières Nations contre les usages trompeurs et frauduleux.

Une initiative inédite qui vise les faux autochtones, mais principalement les faux chamans, une autre plaie pour les Premières Nations du Québec. La province ne manque pas de tartuffes en la matière, qui voyagent jusqu'en Europe avec plumes et tambours pour s'y présenter comme guérisseurs "amérindiens". Le problème, c'est que leurs prétendues expertises médicales ne reposent que sur de la "poudre de perlimpinpin". Pas une des onze nations autochtones reconnues officiellement par le Québec n'est épargnée par ces activités. *"Ces charlatans ne connaissent pas la profondeur de nos connaissances ancestrales, s'emporte la cheffe Jérôme. Ils font n'importe quoi, s'habillent n'importe comment. Ils pervertissent nos traditions et décrédibilisent nos coutumes et nos cérémonies. Comment voulez-vous qu'on nous prenne au sérieux? Ils sont pour nous une catastrophe."*

Marcel Grondin est un cas d'espèce. Il utilise le chamanisme comme un business bien rodé. Il cumule à lui tout seul une carrière de chaman de plus de vingt-cinq ans sous le pseudonyme affectueux de "Mushum", qui signifie grand-père en langue innue. Il est néanmoins considéré par les autochtones comme un "vampirisateur" qui n'a jamais vraiment été inquisiteur par les autorités. En 2019, il avait poussé l'affront jusqu'à venir s'infiltrer, avec un



MILITANTE
"L'identité autochtone n'a jamais pu être clairement définie", explique Édith Belanger, membre de la nation malécite.



CHERCHEUR
Depuis bientôt une dizaine d'années, Éric Pouliot-Thisdale traque ces faux autochtones et analyse les arbres généalogiques.

de ses complices, à Wendake, une communauté urbaine autochtone proche de la ville de Québec, pour y vendre séances thérapeutiques et remèdes médicinaux bidon, destinés aux touristes européens en manque d'exotisme. Le conseil de bande avait décidé de les expulser *manu militari*. Ancien grand chef de la réserve, Konrad Sioui revient sur cet épisode qui a marqué les esprits. "Ils ont utilisé l'adresse d'une tierce personne appartenant à la communauté pour pouvoir s'installer chez nous en *catimini*, se souvient-il. Dès qu'on a eu connaissance de leur présence sur notre territoire, on leur a donné quarante-huit heures pour déguerpir de la réserve."

Sioui appelle lui aussi les autorités à prendre très au sérieux ces Blancs qui se désignent chamans. Ils voyagent à travers le monde pour vendre des services médicaux qui ne guérissent personne, assure-t-il. "Ils portent atteinte à notre dignité et à nos droits, alors que nous avons, au sein de notre communauté, des personnes qui soignent vraiment les autres, et ce sans rétribution financière. Ce sont des membres de familles authentiques, reconnues et identifiées."

Les cas récents de supercheries avérées ont fait réagir jusqu'au chef de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador, Ghislain Picard, qui est en quelque sorte le représentant de toutes les communautés autochtones de la province. Dans une lettre ouverte publiée il

y a quelques mois, cet Innu natif de Pessamit, au nord du Québec, écrivait sa colère sur ces pseudo-"guides spirituels", qu'il qualifie de "hors-la-loi". "S'autoproclamer 'chaman' sans aucune affiliation à ni l'une ni l'autre de nos Premières Nations relève de l'escroquerie, en plus d'être complètement irrespectueux envers celles et ceux qui placent leur confiance en ces individus."

Reste que si l'usurpation d'identité est officiellement punie par la loi canadienne, sévir contre les faux autochtones demeure difficile, voire impossible, "parce que l'identité autochtone n'a jamais pu être clairement définie", lâche Édith Belanger, chroniqueuse et membre de la nation malécite. Elle raconte que le Canada s'est autrefois octroyé le droit de déterminer qui est autochtone en créant la "Loi sur les Indiens", un document législatif arbitraire de 1876 qui a littéralement retiré aux communautés leurs structures de gouvernance traditionnelles. "On nous a confisqué notre droit de protéger notre identité, lance-t-elle. Avant cette loi, les autochtones avaient leurs propres coutumes concernant l'appartenance au groupe." Devant ces perceptions identitaires contradictoires qui réveillent chez les premiers peuples de douloureux souvenirs, les institutions du pays évitent aujourd'hui d'ouvrir

une boîte de Pandore. Elles préfèrent donc s'en remettre à l'auto-identification, avec la conséquence que n'importe qui peut se dire autochtone. "Le problème, c'est qu'on ne demande jamais l'avis des Premières Nations. C'est pourtant elles les mieux placées pour confirmer l'identité d'un membre de leur communauté, n'est-ce pas?", regrette Édith Belanger.

Ajoutant à la confusion, il y a cette croyance tenace, presque romantique, que tous les Québécois sont le fruit d'un "métissage". Mais ce brassage supposé entre les "coureurs des bois" et les premiers peuples ne serait qu'un mythe, si l'on en croit les travaux du sociologue Darryl Leroux. Le professeur à l'université Saint Mary's, en Nouvelle-Écosse, se penche depuis une vingtaine d'années sur ce phénomène qu'il nomme "autochtonisation". "Même si c'est presque devenu à la mode de brandir le nom d'un autochtone dans son arbre généalogique, près de 80 % des Québécois de descendance française ont des racines autochtones insignifiantes, qui viennent d'une seule femme née avant 1650." Les Québécois qui se réclament d'un présumé ancêtre autochtone remontant à l'époque de la colonie française ne font pas d'eux pour autant des métis, mentionne le professeur. Lui-même a trouvé dans son arbre généalogique l'ADN

**ESCROC**

Marcel Grondin a passé 25 ans en laissant croire qu'il était shaman traditionnel.

MANIFESTATION

... aux États-Unis. "La souveraineté indigène protège la terre et l'eau."

LANCEUR D'ALERTE

Jacques Watso a pour mission de dénoncer les groupes spoliateurs.

**RAP**

Quentin Condo, alias Q-052, accuse l'industrie culturelle de ne pas faire les vérifications nécessaires pour éviter les spoliations.



de lointains aïeux algonquins, mais aussi anglais, français et irlandais. "Si chaque personne avec cette ascendance se disait métisse ou membre des Premières Nations, il faudrait ajouter de 10 à 12 millions de nouveaux autochtones, alors que le pays en compte officiellement 1,6 million, soit 5 % de la population nationale." Outre les Premières Nations et les Inuits, le sociologue indique que le Canada reconnaît les Métis de l'ouest du Canada comme un peuple autochtone. Ils sont issus de liens familiaux et historiques entre trappeurs français et communautés cries et ojibwées des Prairies. "Ils ont développé au fil du temps leurs propres traditions, notamment leur propre langue, baptisée le 'michif'. Ils rejettent avec fermeté l'idée que leur identité puisse être fondée seulement sur un lien génétique ou sur un imaginaire du sang", soutient Leroux.

Ce qui n'empêche pas le Québec de connaître, ces dernières années, une explosion du nombre de personnes s'identifiant comme métis. Il s'agit en grande majorité de ruraux qui ont dans leur mire les territoires de chasse et de pêche des autochtones. "Ces gens, qui se comptent par milliers, forment des groupes et tentent d'obtenir une reconnaissance officielle devant les cours de justice pour profiter du territoire, mais aussi d'avantages fiscaux. Pour y parve-

nir, ils n'hésitent pas à pratiquer du révisionnisme historique en affirmant, sans preuve, être les descendants de mariages entre premiers peuples et Blancs européens", explique le sociologue.

Leurs revendications affaiblissent les luttes des Premières Nations, notamment ce qui a trait aux revendications territoriales, déplore de son côté Jacques Watso, du Conseil de la nation abénakis d'Odanak, au centre du Québec, près de Trois-Rivières. L'homme est un lanceur d'alerte qui s'est donné pour mission de dénoncer les groupes métis qui pullulent, selon lui, un peu partout. "S'ils réclament exactement les mêmes droits que les Premières Nations, ce n'est pas pour des raisons culturelles ou héréditaires, mais pour des raisons financières et rien d'autre. Ils ne partagent pas notre histoire, ni nos traumas, ni nos combats."

Jusqu'ici, aucune de ces organisations n'est parvenue à se faire reconnaître comme métisse. Mais prenant acte des échecs successifs devant les tribunaux, ces groupes tentent de gonfler leurs effectifs en acceptant de plus en plus

ON TROUVE 11 NATIONS AUTOCHTONES RECONNUES: Algonquins, Mohawks, Abénaquis, Attikameks, Cris, Hurons-Wendats, Malécites, Micmacs, Naskapis, Innus et Inuits.

LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL EXIGE d'avoir un ancêtre qui a appartenu à l'une de ces nations à moins de trois générations pour être reconnu.

LES MÉTIS AU QUÉBEC, eux, n'appartiennent à aucune des nations reconnues.

SELON LE RECENSEMENT DE 2016, 587 000 individus s'identifient comme métis au Canada. Soit + 334 % en 25 ans.

SI LA TENDANCE SE MAINTIENT, d'ici quinze ans, les métis seront plus nombreux que les Premières Nations.

de membres. "Ils s'approprient des noms autochtones, s'inventent des filiations, émettent à qui veut bien payer de fausses cartes d'identité autochtones, tout un système mafieux bien rodé pour voler nos droits, nos terres et nos ressources. N'importe quel autre fraudeur serait puni pour moins que ça, mais comme ce sont des Blancs, ils font ce qu'ils veulent", fulmine Jacques Watso.

Faux autochtones, faux chamans, pseudo-organisations métisses, les Premières Nations du Québec sont envahies de toutes parts. Et les politiques ne se bousculent pas au portillon pour trouver des solutions. La préservation de l'identité des premiers peuples n'est pas la priorité des gouvernements provincial et fédéral, qui se partagent pourtant la juridiction. Les autochtones se disent à présent dépassées par le phénomène. Mais c'est surtout le désespoir qui prédomine, le sentiment d'un profond abandon. "C'est un autre génocide, on nous laisse mourir dans l'indifférence", se désole le rappeur micmac Quentin Condo. Dans l'ombre, le généalogiste Éric Pouliot-Thisdale continue de fouiller patiemment dans le passé du pays jusqu'au jour, espère-t-il, où les élus prendront enfin au sérieux les cas d'usurpation mis en lumière. "Il faut une pierre à la fois pour construire une maison", dit-il avec sagesse. @